

## Sommaire

## BREVE DE LA SEMAINE

### Banque

### Concurrence

### Douanes

### Environnement

### Prêts et subventions

### Social

### **Droit au séjour / Parent migrant / Enfant étudiant / Arrêt de la Cour (24 février)\***

La Cour de Justice de l'Union européenne a interprété, le 23 février dernier, l'article 12 du règlement [1612/68/CEE](#) relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté (*Maria Teixeira aff. C-480/08* et *Nimco Hassan Ibrahim aff. C-310/08*). Les juridictions de renvoi ont interrogé la Cour sur le point de savoir si le droit de séjour en faveur du parent migrant, assurant la garde d'un enfant qui poursuit des études dans un Etat membre, était soumis aux exigences de la [directive 2004/38/CE](#) et, notamment, celle des ressources suffisantes. La Cour juge que les enfants d'un ressortissant d'un Etat membre qui travaille ou a travaillé dans l'Etat membre d'accueil et le parent qui a effectivement la garde de ceux-ci, peuvent se prévaloir, dans ce dernier Etat, d'un droit de séjour, sans qu'un tel droit soit soumis à la condition qu'ils disposent de ressources suffisantes et d'une assurance maladie complète dans cet Etat. (CV/MR)

### **ANNULATION DES ENTRETIENS COMMUNAUTAIRES DU 19 MARS 2010**

#### **IMPORTANT !**



Le 19 mars se tient une réunion d'un groupe de travail du Conseil de l'Union européenne sur le thème du droit européen de la santé dont nous avons été informés très tardivement. Par conséquent, la majeure partie des intervenants institutionnels s'est finalement trouvée dans l'impossibilité d'intervenir à la date initialement prévue pour ces Entretiens. Nous mettons tout en œuvre pour assurer le report de cette conférence et faisons le nécessaire pour vous tenir informés dans les meilleurs délais.

### Appels d'offres

### Autres manifestations

\* Les brèves suivies d'un astérisque feront l'objet d'un développement détaillé dans le prochain numéro de l'*Observateur de Bruxelles*

## BANQUE

### **BCE / Etude sur l'accès au financement par les PME / Publication (16 février)**

La Banque centrale européenne (BCE) a publié, le 16 février dernier, un [rapport](#) portant sur une étude relative à l'accès au financement par les petites et moyennes entreprises de la zone euro. L'étude, menée par la BCE en novembre et décembre 2009, porte uniquement sur le second semestre 2009. Concernant la demande en prêts bancaires, près de la moitié des PME ont indiqué un besoin inchangé, un quart des PME a indiqué une augmentation des besoins et 10% des PME une baisse. En ce qui concerne l'offre, la disponibilité des prêts se serait détériorée selon 42% des PME, alors que 10% parlent d'amélioration. (RR)

[Haut de page](#)

## CONCURRENCE

### **Notification préalable de l'opération de concentration / Société Lyonnaise des Eaux / Sociétés de distribution d'eau et d'assainissement (II) (16 février)**

La Commission européenne a reçu notification, le 16 février dernier, d'un [projet de concentration](#) par lequel l'entreprise Lyonnaise des Eaux (France), contrôlée par GDF Suez (France) souhaite acquérir le contrôle exclusif de l'ensemble des entreprises Société des Eaux du Nord (France), Société Provençale Des Eaux (France), Société d'Exploitation du Réseau d'Assainissement de Marseille (France), Société des Eaux de Versailles et de Saint-Cloud (France), Société Martiniquaise des Eaux (France), Société Guyanaise des Eaux (France), Société Stéphanoise des Eaux (France) et Société Nancéienne des Eaux (France) par échange d'actions. La Lyonnaise des Eaux est active dans la collecte, l'assainissement et la distribution d'eau. Les huit sociétés cibles sont actives dans les mêmes secteurs à l'exception de la Société d'Exploitation du Réseau d'Assainissement de Marseille, qui est active en matière d'assainissement d'eau. Les tiers intéressés sont invités à soumettre leurs observations éventuelles avant le 5 mars 2010, par télécopie au 00 32 2 296 43 01, par courrier électronique à l'adresse : [COMP-MERGER-REGISTRY@ec.europa](mailto:COMP-MERGER-REGISTRY@ec.europa) ou par courrier, sous la référence COMP/M.5812 - Société Lyonnaise des Eaux/Sociétés de distribution d'eau et d'assainissement (II), à l'adresse suivante : Commission européenne, DG Concurrence, Greffe des concentrations, J-70, B-1049 Bruxelles. (EK)

[Haut de page](#)

## DOUANES

### **Scanning / Secteurs douanier, transport maritime et commerce / Etudes d'impact / Publication (17 février)**

La Commission européenne a publié, le 17 février dernier, [trois études](#) relatives à l'impact de la loi américaine imposant, à partir de 2012, le scanning intégral des conteneurs à destination des Etats-Unis. Chaque étude chiffre le montant des investissements à réaliser en vue de l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions et conclut que malgré ces investissements, une sécurité accrue ne pourra pas être garantie. Ces études quantifient les pertes commerciales qui pourraient être engendrées. Elles sont accompagnées d'un [document de travail](#) de la Commission dans lequel elle préconise la mise en place de systèmes de gestion des risques au niveau international, sur la base du code communautaire révisé des douanes. (RR)

[Pour plus d'informations](#)

[Haut de page](#)

## ENVIRONNEMENT

### **Mer Méditerranée / Dépollution / Programme d'investissement / Feu vert de la Commission (23 février)**

La Commission européenne a indiqué, le 23 février dernier, avoir donné son feu vert au lancement de la deuxième phase du « Mediterranean Hot Spot Investment Programme » (*MeHSIP - Initiative Horizon 2020*). Ce programme d'investissement pour le financement de projets liés à la réduction de la pollution en Méditerranée s'inscrit dans le cadre de la Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat (FEMIP). La FEMIP regroupe l'ensemble des instruments d'intervention de la Banque européenne d'investissement en faveur du développement économique des pays partenaires méditerranéens. Le montant des aides allouées pourra s'élever à 6,2 millions d'euros. (RR)

[Pour plus d'informations](#)

[Haut de page](#)

**BEI / France / Réseau Ferré de France / SYNERAIL / Prêt (19 février)**

La Banque européenne d'investissement a signé, le 19 février dernier, une convention avec le Réseau ferré de France et SYNERAIL par laquelle elle s'engage à financer par un prêt de 280 millions d'euros le réseau ferroviaire français dans le cadre d'un contrat de partenariat public-privé. Le financement de ce projet permettra la construction et l'exploitation d'un réseau de télécommunication numérique novateur : le GSM-R (Global System for Mobile communication - Railway), appelé à couvrir 14 000 km de voies d'ici à 2015. (JMLB)

[Haut de page](#)

**Comité consultatif pour la sécurité et la santé / Nomination / Membres titulaires et suppléants (20 février)**

La [décision](#) du Conseil de l'Union européenne portant nomination des membres titulaires et des membres suppléants du comité consultatif pour la sécurité et la santé sur le lieu du travail a été publiée, le 20 février dernier, au Journal officiel de l'Union européenne. (MR)

[Haut de page](#)



# Les appels d'offres

Les appels d'offres repris ci-dessous ont été sélectionnés par la Délégation des Barreaux de France parmi les appels d'offres publiés au Journal officiel de l'Union européenne série S.

Il est possible de consulter en amont, avant la publication des appels d'offres, les programmes d'aide extérieure financés par la Commission européenne sur le site de la Représentation permanente de la France à Bruxelles : <http://www.rpfrance.org/cec/homecec.htm>.

**Allemagne / Bonn / Services de conseil juridique (10 février)**

Le « Bundesministerium für Verkehr, Bau und Stadtentwicklung » a publié, le 10 février dernier, un [avis de marché](#) ayant pour objet la prestation de services de conseil juridique (*réf. 2010/S 28-040327, JOUE S 28, du 10 février 2010*). Les services concernés portent sur le conseil juridique, le conseil en matière d'autoroutes et les études de faisabilité. La langue de travail devant être utilisée est l'allemand. La date limite de réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **8 mars 2010**. (CR)

**Autriche / Vienne / Droits fondamentaux / Déficiences intellectuelles et troubles mentaux (23 février)**

L'« Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne » a publié, le 23 février dernier, un [avis de marché](#) relatif aux droits fondamentaux des personnes présentant des déficiences intellectuelles et des personnes souffrant de troubles mentaux (*réf. 2010/S 37-053092, JOUE S 37, du 23 février 2010*). L'objet du présent marché est la prestation de services relatifs à l'étude de la condition sociale, au sein de l'Union européenne, des personnes présentant des déficiences intellectuelles et des personnes souffrant de troubles mentaux, afin d'évaluer dans quelle mesure leurs droits fondamentaux sont respectés et protégés. La valeur maximale du marché est estimée à 500 000 euros hors TVA. La durée du marché est de 16 mois. La langue de travail devant être utilisée est l'une des 23 langues officielles de l'Union européenne dont le français. La date limite pour la réception des demandes de documents ou pour l'accès aux documents est fixée au **1<sup>er</sup> avril 2010**. La date limite pour la réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **14 avril 2010 à 15h**. (CR)

**France / Boulogne-Billancourt / Services de conseil juridique et de représentation en justice (25 février)**

La ville de Boulogne-Billancourt a publié, le 25 février dernier, un [avis de marché](#) ayant pour objet la prestation de services de conseil juridique et de représentation en justice (*réf. 2010/S 39-057516, JOUE S 39, du 25 février 2010*). Le marché est divisé en 9 lots. Les lots n°1 à n°8 sont réservés à la profession d'avocat. La date limite pour la réception des demandes de documents ou pour l'accès aux documents est fixée au **12 avril 2010 à 14h30**. La date limite de réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **12 avril 2010 à 17h30**. (CR)

**France / Corbeil-Essonnes / Services de conseil juridique (24 février)**

La ville de Corbeil-Essonnes a publié, le 24 février dernier, un [avis de marché](#) concernant la prestation de services de conseil juridique (*réf. 2010/S 38-055942, JOUE S 38, du 24 février 2010*). L'objet du marché est de réaliser des prestations d'informations et de consultations juridiques à l'attention des habitants de Corbeil-Essonnes. Le marché est divisé en 2 lots intitulés « Prestations d'informations juridiques, professionnelles et sociales » et « Permanence juridique par un professionnel du droit ». Ce marché est réservé à la profession d'avocat. La durée du marché est de 12 mois. La date limite de réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **15 mars à 11h**. (CR)

**France / Corse / Services de conseil et de représentation juridique (19 février)**

L'Office de l'environnement de la Corse (OEC) a publié, le 19 février dernier, un [avis de marché](#) ayant pour objet la prestation de services de conseil et de représentation juridique (*réf. 2010/S 35-050999, JOUE S 35, du 19 février 2010*). Le marché est divisé en 2 lots. Le premier lot intitulé « Problématique juridique touchant à la protection de l'environnement », concerne des procédures résultant d'infractions environnementales à la législation française. Il traite également des questions de gestion de l'environnement auxquelles peut être confronté l'Office et pour lesquelles cet établissement peut recourir à une assistance juridique. Le second lot, intitulé « Problématiques juridiques touchant aux autres thématiques que la protection de l'environnement », concerne l'ensemble des contentieux ou questions juridiques liés au fonctionnement de l'OEC. La date limite pour la réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **30 mars 2010 à 12h**. (CR)

**France / Lille / Services de représentation légale (11 février)**

La « Communauté urbaine de Lille » a publié, le 11 février dernier, un [avis de marché](#) concernant la prestation de services de représentation légale (*réf. 2010/S 29-041604, JOUE S 29, du 11 février 2010*). L'objet du marché est de choisir, en application de l'article R.321-20 du Code de l'urbanisme, un mandataire qui sera amené à passer avec différents opérateurs économiques les marchés nécessaires à la bonne exécution d'une opération de rénovation urbaine. La valeur du marché est estimée à 267 558,52 euros hors TVA. La durée du marché est de 5 ans. La date limite de réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **17 mars 2010 à 10h**. (CR)

**France / Limoges / Services de conseil et d'assistance juridique (19 février)**

La ville de Limoges a publié, le 19 février dernier, un [avis de marché](#) ayant pour objet la prestation de services de conseil et d'assistance juridique (*réf. 2010/S 35-050937, JOUE S 35, du 19 février 2010*). Le marché est divisé en 8 lots intitulés « Droit des contrats, des marchés publics et des montages juridiques complexes », « Droit de la fonction publique territoriale », « Droit de l'intercommunalité », « Droit fiscal », « Droit de la propriété intellectuelle et droit des marques », « Droit du travail et droit des sociétés », « Droit de la presse » (y compris droit pénal de la presse), « Droit de l'urbanisme, de l'aménagement et de l'environnement ». La date limite de réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **12 avril 2010 à 12h30**. (CR)

**France / Paris / Services de représentation légale (11 février)**

Le « Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer » a publié, le 11 février dernier, un [avis de marché](#) ayant pour objet la prestation de services juridiques (*réf. 2010/S 29-041648, JOUE S 29, du 11 février 2010*). Ce marché porte sur une mission d'assistance et de conseil juridique dans la passation et le suivi de contrats de délégation de service public et de contrats de partenariat relevant de la direction générale des infrastructures de transport et de la mer. Cette mission inclut notamment l'assistance et le conseil juridique pour les procédures d'attribution des concessions autoroutières et de passation de toute autre forme de contrat de délégation de service public et de contrat de partenariat. La durée du marché est de 4 ans. La date limite pour la réception des demandes de documents et pour la réception des offres est fixée au **22 mars 2010 à 12h**. (CR)

**Irlande / Dublin / Services de conseil juridique (23 février)**

Le « Coras Iompair Eireann » (CIE Utility) a publié, le 23 février dernier, un [avis de marché](#) ayant pour objet la prestation de services juridiques (*réf. 2010/S 37-054362, JOUE S 37, du 23 février 2010*). La langue de travail devant être utilisée est l'anglais. La date limite pour la réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **29 mars 2010 à 12h**. (CR)

## Lituanie / Vilnius / Services de conseil en affaires et gestion (11 février)

Le « Lietuvos Respublikos finansų ministerija » a publié, le 11 février dernier, un [avis de marché](#) ayant pour objet la prestation de services de conseil en affaires et en gestion, de services de conseil et d'évaluation et de services de conseil juridique (*réf. 2010/S 29-041597, JOUE S 29, du 11 février 2010*). La langue de travail devant être utilisée est le lituanien. La date limite pour la réception des demandes de documents et pour la réception des offres est fixée au **17 mars 2010 à 10h**. (CR)

[Haut de page](#)



# Les manifestations

## AUTRES MANIFESTATIONS

### La jurisprudence récente de la Cour de Justice en matière de discrimination fondée sur l'âge Briefing ERA

Bruxelles, 3 mars 2010 - 13h00 - 14h30  
The Law Societies Joint Brussels Office, Avenue des Nerviens, 85, 1040 Brussels

La directive 2000/78 du Conseil interdit, entre autres, toute forme de discrimination dans le cadre de l'emploi et de la profession fondée sur l'âge. Depuis l'adoption de la directive en 2000, la Cour de Justice s'est prononcée huit fois sur l'interprétation de ces dispositions ; six autres affaires sont en cours. Les questions soulevées ont trait au droit national fixant l'âge de la retraite ou permettant l'usage de CDD pour des employés ayant dépassé un certain d'âge, l'âge maximum pour le recrutement, les années à prendre en compte pour le calcul du préavis de licenciement chez les jeunes employés ainsi que l'application des régimes de pension.

Le briefing donnera l'occasion de discuter de l'interprétation donnée par la Cour de Justice de l'article 6 de la directive, ainsi que des problèmes particuliers de transposition en Allemagne au regard de ses dispositions concernant l'âge.



#### Programme :

- La jurisprudence de la Cour de Justice de l'Union européenne en matière de discrimination fondée sur l'âge, par **Declan O'Dempsey**, Barrister, Cloisters Chambers, Londres
- L'expérience allemande, par **Dr. Martin Nebeling**, Partner, Bird & Bird, Dusseldorf

#### Frais de participation :

(comprend la documentation et un déjeuner léger) 50 euros

Membres des l'association des Amis de l'ERA (individuels) 25 euros et (institutionnels) gratuit

**Organisatrices :** Kerstin Hötzel et Leyre Maiso Fontecha, ERA

**Domaines de droit :** non-discrimination, droit du travail, droits fondamentaux, droit social

**Langue :** anglais

Pour s'inscrire : cliquer [ICI](#)

## Recevoir gratuitement L'Europe en Bref

Merci de nous faire parvenir vos coordonnées électroniques à l'adresse suivante : [valerie.haupt@dbfbruxelles.eu](mailto:valerie.haupt@dbfbruxelles.eu).

« L'Europe en Bref » est aussi disponible en allemand et en espagnol. Ces versions sont adaptées à l'actualité communautaire et nationale de ces pays. Vous pouvez les obtenir sur simple demande auprès du DeutscherAnwaltverein ([bruessel@eu.anwaltverein.de](mailto:bruessel@eu.anwaltverein.de)) ou bien directement sur le site Internet : [Europa im Überblick](#) et du Consejo General de la Abogacía española ([bruselas@cgae.es](mailto:bruselas@cgae.es)).



### Equipe rédactionnelle :

Dominique **VOILLEMOT**, Président, Hélène **BIAIS**, Avocate au Barreau de Paris établie à Bruxelles, Charlotte **VARIN**, Avocate au Barreau de Paris, Emmanuel **KATRAKIS**, Juriste, Jean-Marie **LE BRUN**, Chrystel **RADOVANOVIC**, Romain **RARD** et Mathieu **ROUILLARD**, Elèves-Avocats.

### Conception :

Valérie **HAUPERT**



## S'abonner à L'Observateur de Bruxelles

Pour plus d'informations sur l'actualité européenne, nous vous invitons à vous abonner à notre revue trimestrielle « L'Observateur de Bruxelles » (118.12 euros HTVA) :

<http://www.dbfbruxelles.eu/observateur.html>

**L'Observateur de Bruxelles n°78 est paru :**

**Dossier spécial : « Le droit européen de l'immigration »**

**Contactez-nous !**

**Bulletin d'inscription à l'Observateur de Bruxelles (cliquer [ici](#))**

**LE MANDAT D'ARRÊT EUROPEEN**  
Sophie Bot

Collection de la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance de l'Université du Luxembourg

Information et commandes : [www.larcier.com](http://www.larcier.com)

**Nouveauté**

**larcier**

DELEGATION DES BARREAUX DE FRANCE – AISBL – L'EUROPE EN BREF N° 556 – 25/02/2010  
Tél : 0032 2 230 83 31 – Fax : 0032 2 230 62 77 – [dbf@dbfbruxelles.eu](mailto:dbf@dbfbruxelles.eu) – [www.dbfbruxelles.eu](http://www.dbfbruxelles.eu)